

Università degli Studi di Torino - DIPARTIMENTO DI GIURISPRUDENZA

SEMINAIRE DE LANGUE FRANÇAISE JURIDIQUE 1^{er} semestre

TEST FINAL 15 décembre 2022

Nom MARZIA ELENA

Prénom MARAZZINI

N° Matricule 953158

Corso di laurea SCIENZE DELL'AMMINISTRAZIONE DIGITALE

ha formattato: Italiano (Italia)

I Définitions - En 3 lignes au maximum

Jugement

Le Président de la République est garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire et il est assisté par le Conseil supérieur de la magistrature.

Il y a les magistrats du siège qui rendent la justice : ils prononcent des jugements et appliquent la loi et les magistrats du parquet qu'ils qui défendent les intérêt de la société
En France il y a le premier jugement et la juidictions de Recours

Vous ne dites pas ce qu'est un jugement

ha formattato: Colore carattere: Rosso, Barrato

ha formattato: Tipo di carattere: Corsivo

Question Prioritaire de Constitutionnalité ou QPC

La question prioritaire de Constitutionnalité on a peut être posée quand on estime qu'une loi est contraire aux droits et libertés garantis pour par la constitution quand il faut l'appliquer devant une juridiction judiciaire ou administrative. C'est une question aà posteriori. Ce Doit être un document écrit et motivé par qui ? . Elle est présenté avant que l'affaire ne soit jugée.

ha formattato: Colore carattere: Rosso, Barrato

ha formattato: Colore carattere: Rosso, Barrato

ha formattato: Colore carattere: Rosso, Barrato

ha formattato: Tipo di carattere: Corsivo

Souveraineté

La souveraineté est discipliné traitée par l'article 3 de la constitution. La souveraineté est a la base de la république francais parce squ'elle appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants

Avec la de éclaration de 1789 la souve raineté rèside dans la Nation. C'Est principe de la démocratie que

ha formattato: Colore carattere: Rosso

ha formattato: Barrato

ha formattato: Colore carattere: Rosso, Barrato

Pouvoir réglementaire

Le pouvoir réglementaire faite partie de / appartient au pouvoir exe écutif.

Il Est établi par l'article 21 et 37 de la Constitution .

Le règlement est sou rce secondaire et doit être conforme aà la loi = non, pas en France
où c'est un pouvoir propre à l'Exécutif et est considéré pouvoir-pouvoir résiduel

ha formattato: Barrato

ha formattato: Colore carattere: Rosso, Barrato

ha formattato: Colore carattere: Rosso, Barrato

ha formattato: Colore carattere: Rosso, Barrato

II Qu'est-ce qui vous a particulièrement intéressé(e) dans la lecture de la Constitution de Ve République. 12-15 lignes au maximum

De la Constitution de 1958 ce qui m'a intéressée et ce que je l'ai aimé le plus est la partie qui concerne de le Conseil constitutionnel parce que je me l'intéressé très-les beaucoup aux institutions de la République. C'est l'organe un organe politique et juridictionnel et qui contrôle la constitutionnalité des lois et de certains règlement dont il est saisi. Il veille à la régularité des élections nationales et des référendums.

III Quelle opinion vous êtes-vous faite de la « laïcité à la française », au regard des textes de lois que vous avez lus. 10-12 lignes au maximum

La laïcité en France est une thème très important et fort et représente l'importante separation entre l'Etat et l'Eglise. Le but de la laïcité est d'assurer la liberté de conscience et garantir la liberté des cultes.

Je pense que que c'est un choix très fort parce que j'appartiens t à une société et très religieuse. En Italie l'Eglise est une institution importante et liée à l'Etat avec les Pactes du Latran. En France est interdits les signes ostensibles d'appartenance religieuse (le voile islamique...) sont interdits, par contre en Italie dans la quelle tous les religions ils peuvent ses s'exprimer pour toutes les religions.

IV Droits de l'Homme, Droits de la Femme, vous exprimez votre opinion sur les textes que vous avez lus (1789, 1791, 1948)? 12-14 lignes au maximum

Les trois déclarations qui que nous avons lues sont très importantes parce s qu'elle garantissent les droits, avant seulement de l'homme et puis de la bonne femme, du citoyen et avec la déclaration de 1948 pour la première fois, reconnait que la garantie des droits de l'homme fait parti appartient à tous les hommes et non plus seulement aux citoyens qui doivent être protégés au niveau international.

Avec les declarations de 1789 et 1791 les droits naturels et imprescriptibles de l'homme sont acquis à la naissance et sont la liberté, la propriété, la sureté et la résistance à l'oppression. Avec la declaration de 1948 s'ajoutent aussi les droits économiques, sociaux et culturels et donc très importants.

ha formattato: Colore carattere: Rosso, Barrato

ha formattato: Colore carattere: Rosso, Barrato

ha formattato: Colore carattere: Rosso, Barrato

ha formattato: Colore carattere: Rosso, Barrato

ha formattato: Colore carattere: Rosso, Barrato

ha formattato: Colore carattere: Rosso

Università degli Studi di Torino
DIPARTIMENTO DI GIURISPRUDENZA

PROVA DI CONOSCENZA DELLA LINGUA FRANCESE

15 Dicembre 2022

Nom BARBARA
Prénom BONA
N° Matricule 905888
Corso di laurea DIRITTO PER LE IMPRESE E LE ISTITUZIONI

I Traduisez le texte suivant (Le Monde 7 février 2022)

En Tunisie, le président Kaïs Saïed annonce la dissolution du Conseil supérieur de la magistrature

Certains juges et professeurs de droit s'inquiètent d'une érosion de la séparation des pouvoirs.

Le président tunisien, Kaïs Saïed, a franchi, samedi 5 février, un pas supplémentaire dans le démantèlement de l'architecture institutionnelle issue de la Constitution de 2014, en annonçant la dissolution du Conseil supérieur de la magistrature (CSM). Dans une déclaration prononcée depuis le ministère de l'intérieur, en affirmant qu'il « *appartient au passé* », M. Saïed a scellé en quelques mots le sort de cet organisme qui, aux termes de la Loi fondamentale, « *veille au bon fonctionnement de la justice et au respect de son indépendance* ».

Le chef de l'Etat a motivé sa décision par la « *corruption et la partialité* » du CSM. Il a dénoncé sa lenteur et les entraves dans le traitement de certaines affaires. L'annonce de la dissolution du CSM est d'ailleurs survenue la veille du neuvième anniversaire de la mort de Chokri Belaïd, assassiné le 6 février 2013 à Tunis. « *Malheureusement, l'affaire des assassinats politiques a toujours été instrumentalisée à des fins politiques, et cela se répète aujourd'hui* », a commenté la juriste Mouna Kraïem Dridi, enseignante à la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis.

Traduisez le texte suivant (Le Monde 14 Juin 2022)

II. Complétez le texte suivant à l'aide des mots en italique : l'entreprise, travail, salarié, législatifs, collectifs, professionnelle.

Généralités sur le droit du travail français

France il existe un Code du Travail qui regroupe la plupart des textes législatifs et réglementaires En applicables en matière de droit du travail. Le code du travail est consultable sur le site www.legifrance.gouv.fr.

Outre le Code du Travail, les conventions ou accords professionnelle ... conclus au niveau de l'entreprise, de l'établissement ou du groupe ainsi que les conventions ou accords conclus au niveau de la branche collectifs peuvent avoir des incidences sur les relations de salariés existant au sein d'une entreprise. Si la convention collective et le contrat de travail comportent tous

deux une disposition relative au même objet, c'est la disposition la plus favorable qui est appliquée au ~~Transi~~

III. Commentez le texte suivant en répondant aux questions ci-dessous

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

Répondez aux questions suivantes

1. Où voit-on une trace de l'ancien empire colonial de la France dans sa Constitution? (6-8 lignes)
2. Quels sont les autres textes qui ont valeur constitutionnelle selon la Constitution elle-même ? (5 - 6 lignes)
3. Les principes de la laïcité sont répétés plusieurs fois. Où les avez-vous trouvés et sous quelle forme? (4 - 5 lignes)
4. Pouvez-vous définir le principe de souveraineté selon la Constitution de 1958 ? (6-8 lignes)

La Ve République

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

Le Gouvernement de la République, conformément à la loi constitutionnelle du 3 juin 1958, a proposé, Le Peuple français a adopté, Le Président de la République promulgue la loi constitutionnelle dont la teneur suit :

PREAMBULE

Le Peuple français proclame solennellement son attachement aux Droits de l'Homme et aux principes de la souveraineté nationale tels qu'ils sont définis par la Déclaration de 1789, confirmée et complétée par le préambule de la Constitution de 1946, ainsi qu'aux droits et devoirs définis dans la Charte de l'environnement de 2004.

En vertu de ces principes et de celui de la libre détermination des peuples, la République offre aux territoires d'outre-mer qui manifestent la volonté d'y adhérer des institutions nouvelles fondées sur l'idéal commun de liberté, d'égalité et de fraternité et conçues en vue de leur évolution démocratique.

Article 1

La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. Son organisation est décentralisée.

La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales.

Titre premier : De la souveraineté

Article 2.

La langue de la République est le français.

L'emblème national est le drapeau tricolore, bleu, blanc, rouge.

L'hymne national est la "Marseillaise".

La devise de la République est "Liberté, Egalité, Fraternité".

Son principe est : gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Article 3

La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum.

Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice.

Le suffrage peut être direct ou indirect dans les conditions prévues par la Constitution. Il est toujours universel, égal et secret.

Sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi, tous les nationaux français majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politiques.

errori nella traduzione, nel conferimento
del testo - Ripete a 2 domande su 1
nell'articolo 3 -

N. H.

BARBARA BONS 905888

I

In Tunisia, il presidente Kais Saïed,
annuncia lo scioglimento del Consiglio
Superiore della Magistratura.

Decorati giudici e professori di diritto si
preoccupano di "erosione" della separa-
zione dei poteri

Il presidente tunisino, Kais Saïed, ha
comunicato, sabato 5 febbraio, un passo
supplementare entro il decentramento
dell'architettura istituzionale

della Costituzione del 2014, annunciando
lo scioglimento del Consiglio superiore
della magistratura (CSM).

In una dichiarazione pronunciata ^{dal} dopo il
ministro dell'interno, affermando che "appartiene
al passato", M. Saïed ha ^{sigillato} scelto in qualche
parola modo le sorti di questo ^{organo} organismo che,
~~secondo~~ ^{secondo} ter ^{la} termini della ^{legge} legge fondamentale
"veglio, per buon funzionamento delle
giustizie, e al rispetto della sua indipendenza".
Il capo dello Stato ha motivato la sua

decisione causa "la corruzione e la parzialità"
del CSM.

Lei ha denunciato lo suo tentato e per
ostacolo nel trattamento di ~~alcuni~~ ~~alcuni~~
alcuni affari.

L'annuncio dello scioglimento del CSM è
da alcune ~~alcune~~ ^{d'azione} ~~alcune~~ ^{la} vigilia del nono
~~giorno~~ anniversario della morte di Chokri
Bebid, assassinato il 6 febbraio 2013
in Tunisia.

"Purtroppo, l'affare degli assassini politici
è sempre stato strumentalizzato e dei
fini politici, e questo si ripete oggi", ha
commentato ^{la} ~~la~~ ^{dovente} ~~la~~ giurista Mouna Kraïem
Dridi, insegnante alle facoltà di scienze,
giuridiche, politiche e sociali in Tunisia.

III

1) le principe de souveraineté selon la Constitution de 1958 ~~est~~ appartient au peuple.

~~Il l'exerce par ses représentants~~

il exerce ~~ce~~ principe par ses représentants et par la voie du référendum.

2) les autres textes qui ont valeur constitutionnelle selon la Constitution sont les ~~droits de l'Homme~~ ^{des} Droits de l'Homme, la Déclaration de 1789, et la Charte de l'environnement de 2004, et le préambule de la Constitution de 1946

Università degli Studi di Torino
DIPARTIMENTO DI GIURISPRUDENZA

PROVA DI CONOSCENZA DELLA LINGUA FRANCESE

15 Dicembre 2022

Nom HABAR
Prénom SINOUBI
N° Matricule 779268
Corso di laurea SCIENZE AMMINISTRATIVE E GIURIDICHE DELLE ORGANIZZAZIONI PUBBLICHE E PRIVATE

I Traduisez le texte suivant (Le Monde 7 février 2022)

En Tunisie, le président Kaïs Saïed annonce la dissolution du Conseil supérieur de la magistrature

Certains juges et professeurs de droit s'inquiètent d'une érosion de la séparation des pouvoirs.

Le président tunisien, Kaïs Saïed, a franchi, samedi 5 février, un pas supplémentaire dans le démantèlement de l'architecture institutionnelle issue de la Constitution de 2014, en annonçant la dissolution du Conseil supérieur de la magistrature (CSM). Dans une déclaration prononcée depuis le ministère de l'intérieur, en affirmant qu'il « *appartient au passé* », M. Saïed a scellé en quelques mots le sort de cet organisme qui, aux termes de la Loi fondamentale, « *veille au bon fonctionnement de la justice et au respect de son indépendance* ».

Le chef de l'Etat a motivé sa décision par la « *corruption et la partialité* » du CSM. Il a dénoncé sa lenteur et les entraves dans le traitement de certaines affaires. L'annonce de la dissolution du CSM est d'ailleurs survenue la veille du neuvième anniversaire de la mort de Chokri Belaïd, assassiné le 6 février 2013 à Tunis. « *Malheureusement, l'affaire des assassinats politiques a toujours été instrumentalisée à des fins politiques, et cela se répète aujourd'hui* », a commenté la juriste Mouna Kraïem Dridi, enseignante à la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis.

Traduisez le texte suivant (Le Monde 14 Juin 2022)

II. Complétez le texte suivant à l'aide des mots en italique : *l'entreprise, travail, salarié, législatifs, collectifs, professionnelle*.

Généralités sur le droit du travail français

France il existe un Code du Travail qui regroupe la plupart des textes LÉGISLATIFS et réglementaires En applicables en matière de droit du travail. Le code du travail est consultable sur le site www.legifrance.gouv.fr.

Outre le Code du Travail, les conventions ou accords COLLECTIFS conclus au niveau de L'ENTREPRISE, de l'établissement ou du groupe ainsi que les conventions ou accords conclus au niveau de la branche PROFESSIONNELLE peuvent avoir des incidences sur les relations de TRAVAIL existant au sein d'une entreprise. Si la convention collective et le contrat de travail comportent tous

deux une disposition relative au même objet, c'est la disposition la plus favorable qui est appliquée au SALARIE ou -

III. Commentez le texte suivant en répondant aux questions ci-dessous

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

Répondez aux questions suivantes

1. Où voit-on une trace de l'ancien empire colonial de la France dans sa Constitution? (6-8 lignes)
2. Quels sont les autres textes qui ont valeur constitutionnelle selon la Constitution elle-même ? (5 - 6 lignes)
3. Les principes de la laïcité sont répétés plusieurs fois. Où les avez-vous trouvés et sous quelle forme? (4 - 5 lignes)
4. Pouvez-vous définir le principe de souveraineté selon la Constitution de 1958 ? (6-8 lignes)

La Ve République

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

Le Gouvernement de la République, conformément à la loi constitutionnelle du 3 juin 1958, a proposé, Le Peuple français a adopté, Le Président de la République promulgue la loi constitutionnelle dont la teneur suit :

PREAMBULE

Le Peuple français proclame solennellement son attachement aux Droits de l'Homme et aux principes de la souveraineté nationale tels qu'ils sont définis par la Déclaration de 1789, confirmée et complétée par le préambule de la Constitution de 1946, ainsi qu'aux droits et devoirs définis dans la Charte de l'environnement de 2004. (2)

En vertu de ces principes et de celui de la libre détermination des peuples, la République offre aux territoires d'outre-mer qui manifestent la volonté d'y adhérer des institutions nouvelles fondées sur l'idéal commun de liberté, d'égalité et de fraternité et conçues en vue de leur évolution démocratique. (1)

Article 1

La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. Son organisation est décentralisée. (3)

La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales.

Titre premier : De la souveraineté

Article 2.

La langue de la République est le français.

L'emblème national est le drapeau tricolore, bleu, blanc, rouge.

L'hymne national est la "Marseillaise".

La devise de la République est "Liberté, Egalité, Fraternité". 13

Son principe est : gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Article 3

④ La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum.

Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice.

Le suffrage peut être direct ou indirect dans les conditions prévues par la Constitution. Il est toujours universel, égal et secret.

Sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi, tous les nationaux français majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politiques.

HAR SIMONDI

N° MATRICOLE 779268

Corso di laurea: SAGOPP

1) Traduzione.

In Tunisia, il presidente Kais Saïed annuncia lo scioglimento del Consiglio superiore della magistratura.

Affari giudici e professori di diritto Temone

l'indebolimento della separazione dei poteri.

Il presidente tunisino, Kais Saïed, ha confermato, / fatto un passo sabato 5 febbraio, che si tratta di un passo

ulteriore nello smantellamento dell'architettura istituzionale risultante dalla Costituzione del 2014,

annunciando lo scioglimento del Consiglio superiore della magistratura (CSM).

In una dichiarazione pronunciata dal Ministro dell'interno, che afferma che "appartiene al

passato", sig. Saïed ha espresso in ^{CSM} poche parole ^{sigillato} la sorte di questo organo che, secondo i

termini della legge fondamentale " veglia sul buon funzionamento della giustizia e al rispetto della sua indipendenza ".

Il capo di Stato ha motivato la sua decisione

causa " corruzione ed imparzialità " del CSM.

Ha altresì denunciato la ~~feutezza~~ e le diversità ^{gli ostacoli} nel trattamento di alcuni casi.

d'annuncio dello scioglimento dell'CSST è avvenuto inoltre alla veglia del nono anniversario della morte di Chokri Belaid, assassinato il 6 febbraio 2013 a Tunisi.

« Sfortunatamente, il caso degli omicidi politici è sempre stato strumentalizzato ^a per fini politici, e ciò si ripete anche oggi »; ha commentato la giurista Mona Kraïem Dridi, ^{dolente} insegnante presso la facoltà di scienze giuridiche, politiche e sociali di Tunisi.

Questions:

1) d'ancien empire colonial français porte des traces aussi ^{dans} soz la Constitution ^{de} datée 1958 dans laquelle se traduit la volonté de coopération avec des territoires d'outre-mer pour adhérer à des idéals communs à la fin de promouvoir ^{ou} leur évolution démocratique.

2) le préambule de la Constitution française confirme son attachement à des Textes qui sont le résultat des conventions

mon ! Il s'agit de textes français -
internationales. Dans ce cas là on parle de
la déclaration des Droits de l'Homme (~~1789~~ 1789)
et la Charte de l'environnement (2004), et le préambule
de la Constitution de 1946.

3) La laïcité est un principe constitutionnel
fondamental qui assure une égalité de tous
les citoyens devant la loi quelque soit l'origine,
la race ou la religion. ET encore la laïcité
se traduit dans le respect de toutes les
croyances où l'avez-vous trouvée ?

4) La souveraineté est le fait de croire au
peuple et de lui donner le pouvoir d'exercer
cette souveraineté grâce au référendum.

Donc le référendum est une représentation
de la souveraineté populaire. ainsi que l'élection de
ses représentants au Parlement.